



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES**

12, place de l'Iris  
Tour Saint-Gobain  
92400 Courbevoie

Références : JC/RA/-D-2025-0143

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401615

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES implanté Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée suite à l'obtention de l'arrêté préfectoral n°2023-29A du 18/12/2023, elle a pour objet le récolement, par échantillonnage, aux prescriptions de l'autorisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES
- Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006401615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Sables et MINéraux (SAMIN) exploite une carrière, au lieu dit "Jas-de-Rhodes", principalement de dolomie ( $\text{MgCa}(\text{CO}_3)_2$  pauvre en fer, utilisée dans l'industrie du verre). L'installation comporte deux chaînes de production (60 % pour l'industrie du verre et 40 % pour les TP :

- chaîne 1 « usine » pour la fabrication de produits sables fins, à partir d'un broyeur/concasseur, pour industries verrières ;
- chaîne 2 « tp » pour la fabrication de produits destinés au travaux public à partir d'un concasseur, 2 broyeurs et 1 crible.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté d'autorisation n°2023-29 A

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des Installations	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 1.2	Sans objet
2	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.1	Sans objet
3	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.3	Sans objet
4	Réduction des poussières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2	Sans objet
5	Confinement des pollutions	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite menée par l'Inspection, par sondage, aboutit au constat de conformité de l'installation vis-à-vis de son récent arrêté préfectoral d'autorisation obtenu le 18/12/2023. Un point de vigilance ressort toutefois de cette inspection, il conviendra à l'exploitant de s'assurer du bon entretien de son bassin de confinement, à savoir son nettoyage/vidange de manière annuelle, a minima.

Il est constaté par ailleurs par l'inspection, hors point de contrôle, que les valeurs de vibration mesurées et mentionnées dans les rapports de tirs ont une moyenne de 0,8 à 1,5mm/s, en deçà de la valeur maximale réglementaire de 10mm/s (arrêté ministériel de prescription générale), et sont cohérentes avec l'état de l'art observé sur d'autres carrières.

D'après l'exploitant et à la connaissance de l'inspection, il n'y a pas de plainte de voisinage sur les vibrations.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Nature des Installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées [...] [...] Au sens du présent arrêté, « l'établissement » contient : • l'ensemble des installations et activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et citées à l'article 1.2.1., • l'ensemble des installations, activités et équipements connexes ou proches des installations classées soumises à autorisation. L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante: - le décapage est réalisé uniquement sur l'emprise restant à défricher, soit environ 1,1 ha ; - le stock originel de découverte est reporté en périphérie de la zone d'extraction, en un merlon périphérique situé sur le délaissé entre la route et les fronts bordant la nouvelle plate-forme des installations. Ces terres seront reprises pour la remise en état finale des plates-formes et du carreau résiduel ; - les terres de découverte seront réutilisées directement en couverture des banquettes résiduelles réaménagées, notamment toutes les banquettes hautes définitives de la carrière ; - l'extraction est réalisée par abattage à l'explosif avec foration préalable des trous de mine; - les matériaux extraits sont repris par une pelle équipée d'un BRH qui en assure la réduction des plus gros blocs d'une blocométrie maximum de 500 à 800 mm, correspondant à l'ouverture des concasseurs primaires ; - les matériaux sont repris par chargeuse et transportés par dumpers jusqu'aux installations de traitement ; - le traitement des matériaux est réalisé par opérations de concassage, broyage et criblage ; - les matériaux sont stockés temporairement sur des aires spécifiques, sous abri pour les fractions fines et en silo pour les produits industriels fins qui doivent rester secs. Les équipements connexes présents sur le site sont les suivants : - un atelier mécanique ; - un pont bascule à la sortie ; - un stockage de GNR stockés dans deux 2 cuves de 5 000 l (petit bâtiment de stockage d'hydrocarbures accolé à l'atelier, un réservoir de 2 000 l dans le conteneur du groupe électrogène de l'installation chaîne 2 et une cuve de 600 litres. - un stockage d'huiles neuves dans le local fermé de l'atelier et d'huiles usagées stockées en réservoir extérieur placé au-dessus du bassin de débouillage déshuilage de la zone de lavage et entretien ; - une aire et un système de distribution de carburant pour les engins de chantier et les véhicules de l'exploitant - des locaux du personnel ; - deux plateformes de stockage/déstockage de produits finis ; - un dépoussiéreur sur la chaîne 1 ; - plusieurs aires de stationnement des engins et véhicules (atelier, bureaux, entrée des installations) ; - une aire de lavage étanches pour les engins, reliés à une fosse de décantation et déshuilage ; Le site comprend également des surfaces ou emplacements dédiés : - aux voies constituant d'une part l'accès à l'établissement depuis le réseau routier public, et d'autre part, les voies et pistes de circulation des véhicules et engins nécessaires à l'exploitation de l'établissement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a pu constater lors de sa visite que l'ensemble des prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 18/12/2023 sont respectées et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- plan topo du 21/11/24, à jour (volume réel extrait 109 497m3)</li><li>- cote minimale atteinte à ce jour 165m NGF, conforme</li><li>- un registre d'extraction et de vente pour l'année 2024 (305 168 T extrait et 262 809 T vendu)</li></ul> <p>La présence de la chaîne 1 et chaîne 2 de concassage,criblage,broyage</p> <p>Rubriques ICPE conforme à l'arrêté (atelier d'environ 240m<sup>2</sup>, station service avec volume annuel</p>

consulté sur place de 207m <sup>3</sup> , 2 cuve de Gnr de 5000l...)
Le décapage/défrichement sur 1,1ha est non réalisé ce jour, déplacement des espèces en cours via contrat avec l'ONF et début du défrichement prévu en septembre sur 3 années conformément à l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chutes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.1 Aménagements préliminaires - Information des tiers Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de la présente autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Bornage Préalablement à la poursuite de l'exploitation et y compris de la zone d'extension, l'exploitant est tenu de conserver/placer : • des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Clôtures et barrières Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée ou maintenue sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées : • sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, • à proximité des zones clôturées. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses,...) ne sont pas concernées par cette prescription. L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. ACCÈS A LA VOIRIE PUBLIQUE L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande. [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté sur place par l'Inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de panneaux affichés à l'entrée du site et conformes à l'arrêté préfectoral, rappelant ses références et l'interdiction d'accès au site à toute personne non autorisée.</li> <li>- une clôture + panneau de danger, l'exploitant indique à l'Inspection qu'une vérification périodique sera faite sous peu.</li> <li>- la présence de deux portails, l'exploitant indique qu'ils sont fermés de chaque côté en dehors des heures d'ouverture avec une surveillance par caméra</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ressource naturelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] État des stocks de produits - Registre des sorties L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux expédiés, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées le registre des entrées et des sorties journalières des unités de transport industriel sur les 12 derniers mois. Il tient également à disposition les totaux mensuels des entrées et sorties des unités de transport industriel sur toute la durée d'exploitation. Contrôles par des organismes extérieurs L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : • les appareils de pesage, • les installations électriques. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées, sur le site.[...]
<b>Constats :</b>  L'Inspection a pu consulter sur place le rapport volumétrique de l'exploitant et les différents registres des volumes de matériaux extraits et vendus. Aucune non-conformité n'est à signaler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Réduction des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Arrosage automatique. Les tronçons repérés ABCDEFGH (dans l'étude complémentaire de l'évaluation des risques sanitaires associés aux émissions diffuses de poussières) sont équipés d'arrosage automatique. Il est conservé la possibilité d'un arrosage ponctuel pour ces tronçons dans le cas où les conditions climatiques justifient un arrosage complémentaire. Concernant les autres trajets, il est prévu que les pistes soient arrosées plus de 2 fois par jour. [...] Actualisation du plan de surveillance Avant la mise en exploitation de la zone d'extension et au plus tard sous 6 mois, l'exploitant transmet au préfet, avec copie à l'Inspection des Installations Classées, le plan de surveillance des émissions de poussières, tel que défini à l'article 2.1 de l'arrêté complémentaire 2021-57 PC.
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate lors de sa visite que les tronçons ABCDEFGH sont bien équipés d'un arrosage automatique de manière temporelle et manuelle.  Pour les autres pistes, l'exploitant indique qu'il utilise une tonne à eau pour arrosage lié à

<p>l'abattage des poussières. La tonne à eau est bien présente sur site.</p> <p>Le rapport annuel poussières de l'année 2024 (du 12/12/24) ne montre aucune non-conformité. La jauge poussière type B (jauge 2) a une valeur moyenne annuelle glissante de 121mg/m<sup>2</sup>/jour avec un pic sur le 1<sup>er</sup> trimestre à 206mg/m<sup>2</sup>/j pour une valeur objectif de 350mg/m<sup>2</sup>/j.</p> <p>La consommation d'eau pour arrosage s'élève à 9 163m<sup>3</sup> pour l'année 2024.</p> <p>Il est rappelé la nécessité de transmettre une mise à jour du plan de surveillance 6 mois avant la mise en exploitation de la zone d'extension.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Confinement des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection de l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu [...] Collecte des effluents[...]Les eaux d'incendie de l'atelier et des stocks d'hydrocarbures aboutissent dans le bassin de confinement de 96 m<sup>3</sup> (12 x 4 x 2 m de hauteur moyenne), en arrière de l'atelier. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté la présence du bassin de confinement situé juste derrière l'atelier de la carrière ainsi qu'un débourbeur/deshuileur situé à proximité de la chaîne n°1. L'exploitant indique que ce bassin récupère toutes les eaux des plateformes étanches (atelier, station service...). Le nettoyage n'a pu être effectué en 2024, suite à un oubli. L'exploitant s'engage, à rectifier la situation au plus vite et à transmettre la preuve de nettoyage et le bordereau de suivi des déchets (BSDD).</p> <p>Ultérieurement à la visite, l'exploitant a transmis par mail du 31/03/2025, les preuves demandées par l'inspection (nettoyage et BSDD).</p> <p>L'inspection rappelle néanmoins l'obligation pour l'exploitant de réaliser cette opération de nettoyage/vidange, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation n°2023-29A et son article 4.3, lorsque les boues atteignent 2/3 de la hauteur du bassin ou en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures et à minima une fois par an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>